

## 2 Politique

Conférence de presse de l'ancien ministre Alexandre Désiré Tapoyo

## Les Actes du Dialogue politique et les prochaines Législatives

Martina ADA METOULE  
Libreville/Gabon

Le représentant de la société civile au sein de cette structure chargée de faire appliquer les recommandations des assises d'Angondjé a estimé que "trop de lenteur" favorise "l'immobilisme" dans lequel s'enfoncent l'Exécutif. D'où, la frustration de l'ancien ministre de l'Égalité des chances et les siens. En tant que militant du Parti démocratique gabonais (PDG), il a exprimé son ambition pour le scrutin législatif à venir.

LA société civile membre du Comité de suivi des Actes du Dialogue politique a exprimé sa frustration quant à la "lenteur" dans l'application des recommandations des assises d'Angondjé. Alexandre Désiré Tapoyo, représentant de cette catégorie l'a dit, hier, au cours d'une conférence de presse



Photo : Martina Ada Metoulet

Alexandre Désiré Tapoyo a dit à la presse son insatisfaction quant à l'application des actes du dialogue.

qu'il a animée.

Pour l'ancien ministre des Droits de l'Homme, les choses n'évoluent point. "On s'enfoncent dans un immobilisme", a-t-il affirmé non sans regretter le fait "qu'aucun texte qui aborde un aspect social" n'ait été pris en compte jusqu' alors. Seul principal élément introduit en termes de recommandations, la révision de la Constitution. Toute chose que l'orateur a déploré, avant d'estimer qu'il

y avait possibilité "en même temps qu'on a fait accélérer le texte sur la Constitution, on pouvait insérer un sur le social".

Fort de cela, le conférencier a marqué son insatisfaction. "Je trouve que c'est lent, trop lent. La société civile au Comité de suivi est frustrée. On attend beaucoup plus l'impact social (...)".

L'ancien vice-président du Centre des libéraux réformateurs (CLR) a ensuite

évoqué la question des futures élections législatives. Tout en annonçant sa participation aux primaires qui seront organisées au sein de sa nouvelle formation politique, le Parti démocratique gabonais (PDG), Alexandre Désiré Tapoyo s'est tout de même montré peu rassuré quant à la tenue de cette échéance électorale en avril prochain. Pour lui, "il y a quand même des prérequis avant une élection", a-t-il lancé en

filigrane.

Revenant sur les motivations de son adhésion au parti au pouvoir, le néo "Pdgiste" a, entre autres, énuméré, les valeurs qu'incarne l'actuel secrétaire général, Eric Dodo Bounguendza et la nouvelle vision portée par le président dudit parti. Néanmoins, il n'a pas manqué d'exprimer son vœu : "Je souhaite que le PDG gagne. Je réitère ce que j'avais dit en 2011, j'espère que ce ne

sera pas le PDG sans partage et plénipotentiaire. J'ai confiance au nouveau PDG". Concernant le découpage électoral, Alexandre Désiré Tapoyo n'est pas loin de partager l'idée selon laquelle celui-ci a été réalisé sur la base de critères arbitraires. A l'en croire, il serait d'avis avec son ancien leader Jean-Boniface Assélé qui fustige la nouvelle configuration faite dans les 3e, 4e et 5e arrondissements de Libreville. "Lorsque vous investissez votre temps et votre argent à réaliser dans un quartier, et qu'on vous dise après que ce quartier n'est plus le vôtre, quand est-ce que vous trouverez encore des moyens pour réaliser ailleurs?", s'est interrogé l'ancien membre du gouvernement. Et de poursuivre, sourire aux lèvres : "En tant qu'homme politique, si on me dit qu'Ali-bandeng n'est plus dans le 1er arrondissement avec tout ce que j'ai fait là-bas, ça c'est me chercher des problèmes".



Photo : Martina Ada Metoulet

Vue partielle de l'assistance composée de certains membres de la société civile.

## ACR

## Ben Moubamba et sa "Majorité de progrès"

SM

Libreville/Gabon

Il s'agit d'un nouveau concept politique récemment lancé par le président de l'Alliance pour le changement et le renouveau (ACR). L'ancien vice-Premier ministre effectuait ainsi son retour sur la scène, depuis qu'il a observé une grève de la faim pour combattre "l'État-PDG" et la "sorcellerie politique".

CELA faisait un bon moment que le président de



Photo : Chris Oyame

Le président de l'ACR, Bruno Ben Moubamba.

l'Alliance pour le changement et le renouveau (ACR), Bruno Ben Moubamba, n'avait plus fait parler de lui. L'homme a récemment rompu son silence. C'était au terme d'une rencontre avec le vice-président de la République, Pierre-Claver Manganga Moussavou, où il a dévoilé son ambition de constituer une "majorité de progrès".

Il s'agit selon lui, d'un concept censé rassembler à l'Assemblée nationale, "les meilleurs de l'opposition, du pouvoir, de la société civile et de la diaspora". Cela au

lendemain des élections législatives à venir. De même, le concept vise à mettre fin à "la sorcellerie politique" qu'il dit avoir observée depuis plusieurs décennies, dans la sphère politique gabonaise. Ainsi, pour mener à bien son projet, l'ancien membre du gouvernement aurait déjà reçu l'adhésion de plusieurs compatriotes. Lesquels, pour la plupart, n'avaient, jusqu'ici, pas encore intégré une formation politique. Toute chose qui vient traduire la cohérence du président de l'ACR, en ce sens qu'en 2017, Bruno Ben Moubamba prônait

déjà le changement et le renouvellement de la classe politique gabonaise. Ceci, avait-il dit, passait nécessairement par la présentation de personnes inconnues lors des prochaines consultations législatives. Sans compter que depuis son éviction du gouvernement "Issoze Ngonde II", en septembre dernier, l'ancien ministre d'Etat en charge de l'Habitat n'a cessé de proposer des pistes allant dans ce sens. Cette fois-ci, vivement pour lui, que la "majorité de progrès" prospère.

## PDG/Législatives 2018/2e siège du Komo-Kango

## L'honorable Mba Minko passe le témoin

MAM

Kango/Gabon

LE député du Parti démocratique gabonais (PDG) du 2e siège du département de Komo-Kango (Canton Bokoué), Jean Eddy Mba Minko a dernièrement rencontré sa base électorale à Ekouk. Au cours de ses échanges avec les siens, il a été essentiellement question des prochaines Législatives. Occasion pour lui d'annoncer sa décision de ne pas briguer un autre mandat.

Le député entend céder son siège au nouveau membre du bureau politique (MBP) Alain Valéry Bourobou Boussamba. Un successeur



Photo : D.R.

Vue partielle de l'assistance.

qui, selon l'orateur et les militants, est considéré actuellement comme le "mieux placé" pour défendre les couleurs du parti au pouvoir dans leur circonscription électorale. L'élu a également indiqué dans la foulée qu'il

sera directeur de campagne de son "dauphin, une fois investi candidat par le parti". "Dans la vie, il faut savoir passer le flambeau comme le prône le Distingué camarade président Ali Bongo Ondimba. J'ai 60 ans, j'estime



Photo : D.R.

Le député d'Ekouk (à droite), se retire au profit de Valéry Bourobou Boussamba qu'il présente à la foule.

que je suis déjà vieux. Je me retire pour soutenir mon jeune frère Alain Bourobou", a déclaré l'honorable Mba Minko, sous les ovations des militants de son parti. Il a par ailleurs appelé ses camarades à resserrer les

rangs derrière le MBP qu'il souhaite voir investi par les instances du parti comme leur candidat à la prochaine législative. "Mobilisons-nous derrière Bourobou pour qu'il soit candidat", a-t-il lancé, non sans fustiger l'hypocri-

sie de certains militants. "Un cynisme ambiant" constituant, selon lui, une force d'inertie qui plombe le bon fonctionnement du PDG sur place.

A noter que cette causerie politique a vu la présence des Membres du Conseil national (MCN), du Comité central (MCC), ainsi que les responsables des 12 sections composant la Fédération du Canton Bokoué. "C'est la première fois que je vois un député céder la place à un camarade", s'est réjoui Kombe Mouhague, secrétaire de section du village Moupouma 1. Pour ce militant de base, cet exemple "inédit" traduit ainsi le signe de la régénération et de la revitalisation du PDG.